

La misère des riches ou le laboratoire transcendantal des Québécois

En marge d'un texte de Jean-Marc Piotte

par Alain-Napoléon Moffat

Je suis né dans la Révolution tranquille, c'est dire si je n'ai pas été son artisan ni son témoin, à peine son cobaye. Elle n'a pas fait de moi un grand agitateur, et n'a pas fait de moi non plus un riche et un puissant. À l'image de mes contemporains, cette expérience m'aura fait gagner en prudence et en tranquillité (au sens le plus étroit des termes, non pas dans leur sens philosophique). Si j'ai milité, si je suis monté au front de l'indépendance et de la lutte sociale, je me suis aussi, comme tant d'autres, replié dans la culture. Car s'il est un avatar de notre formation tranquille, c'est bien celui de croire qu'avec la « culture » nous pourrions changer le monde, alors qu'elle n'est que travestissement de l'expérience politique. La preuve en est que, comme tant d'autres, lorsque a soufflé le vent néolibéral et que s'est déchaînée la fanfare du marché pour accompagner la marche silencieuse de l'épargne-action, je me suis planqué dans la culture, immobile et serein.

Je t'écris cela, mon cher Jean-Marc Piotte, car il me semble souvent que cette « révolution », cette lutte pour le renversement du conservatisme et de la tradition, nous a précisément ramenés au cœur du conservatisme et fait replonger au sein même de la tradition.

C'est peut-être d'avoir fait notre révolution bourgeoise sur le tard, comme retour d'âge d'un peuple isolé qui se cultive en secret à l'antienne des savoirs européens. Mais c'est surtout de l'avoir faite « tranquillement », en confondant la lutte des classes avec le passé colonial et les batailles reptiliennes et invertébrées autour de la notion de peuple fondateur. À trop chercher les fondateurs et les fondations, à trop chercher la souche, on risque aussi de trop courber l'échine.

Voilà peut-être pourquoi, tout en partageant ta description du pouvoir régnant maintenant à Québec, je ne peux ni partager ton analyse, ni souscrire au langage qui la soutient. C'est une analyse et c'est un langage où je ne me reconnais plus mais dont j'ai peut-être hérité dans les années soixante et soixante-dix, quand la gauche avait les coudées un peu plus franches, que mes parents rêvaient encore et que j'étais adolescent. Cette volonté de faire un pays en transformant radicalement la société, je l'ai vécue comme ma jeunesse. Elle en a été entièrement trempée, j'y ai vu l'avenir. Cette radicalisation du principe de réalité, je ne la retrouve plus aujourd'hui, et pour reprendre une catégorie de la culture, le grand théâtre des transformations sociales me semble être plutôt devenu l'auberge de tous les sommeils. Quand une société utilise sa jeunesse comme tremplin pour les spécialistes du marketing et autres propagandistes des sommets — et telle m'apparaît la nôtre, en un cas qui n'est pas unique : ainsi va l'ensemble du monde capitaliste — il semble qu'elle est devenue comme le domaine de la marchandise. Foin des rêves et des utopies au pays des placements, au pays des intérêts, au pays des denrées périssables.

Dans cette mentalité tranquille de caisse populaire, d'électricité nationale et de fournisseur mondial

de pâtes et papier qu'est devenue la société québécoise, faut-il s'étonner d'avoir un gouvernement unanime et autoritaire ? Dès lors que la nation s'envisage à l'aune des biens et des services, du produit intérieur brut (ça ressemble à un parfum, mais ce n'est pas une vie), ses dirigeants peuvent se targuer d'être des chefs d'entreprise et de mener la société en patron. Ce plaquage du politique par l'économique laisse peu d'espace à l'enthousiasme et à la ferveur utopique des foules ou même de quelques-uns. L'autre jour, j'entendais un poète connu par ses écrits récents contre la technique et la mondialisation, me parler du coût exorbitant de son régime d'épargne-retraite. Comme quoi même les Rastignac de la culture ne sont pas à l'abri de cette mentalité de possédant.

Dans cette déconvenue du politique et dans la marche inexorable de l'affairisme, qui pourrait dire la différence essentielle entre le gouvernement de Lucien Bouchard et celui de Jean Chrétien à Ottawa ; entre ceux de Mike Harris en Ontario et de Ralph Klein en Alberta ? Tu me diras : la question nationale. Mais je crois de plus en plus qu'elle agit précisément comme un écran dans une société où la démocratie n'a jamais été que la raison d'état capitaliste. C'est un mélodrame que l'on doit se rejouer occasionnellement pour se donner l'impression qu'il y a des enjeux autres que le paiement de la dette et la sauvegarde de l'épargne. C'est le même mélodrame qui a permis à la bourgeoisie québécoise de s'instaurer tranquillement, et de nous faire croire ensuite qu'il y avait là l'enjeu de tout un peuple ; qu'il y avait bel et bien un « mouvement national », alors qu'il s'agissait seulement pour quelques-uns de gagner des places en classe « affaires ».

C'est surtout dans l'absence de contradictions, dans cette unanimité crasse au sein de ce que tu appel-

les le « mouvement national », et sa projection à l'ensemble de la société que je vois le plus grand danger. Cette confiance aveugle dans un parti et dans un chef pour nous guider vers le pays dans des « conditions gagnantes » ou par des « sorties de secours », alors que tout cela ressemble de plus en plus à une impasse, et que l'on peut légitimement se demander aujourd'hui s'il y a autre chose derrière l'« indépendance » que l'étroitesse d'esprit d'une bourgeoisie provinciale montée (comme on dit de la police). Le soi-disant mouvement national ne serait en fait alors que l'étendard des élites dressé dans un nationalisme symbolique et peu enclin à distinguer le passé du réel. Je crois qu'aujourd'hui il nous empêche de respirer et de vivre.

C'est parce que j'ai été porté sur les fonds baptismaux de la Révolution tranquille que je peux l'affirmer avec un minimum de conviction et sans aucun sentiment de perte : il n'y a actuellement au Québec (et au Canada) aucun projet politique, il n'y a que de l'ennui. Ennui des ancêtres pour triompher du présent, ennui de la pauvreté et richesse spontanée, soudain embourgeoisement d'un peuple contraint jusqu'à survivre. Fin de l'expérience. Une modernité conquise à l'arraché et aussi soudainement assagie par la misère de l'économique. Il fallait entendre Bernard Landry affirmer l'autre soir que si le Québec s'était aujourd'hui doté d'une structure industrielle et financière forte, il lui fallait désormais apprendre à devenir riche ! Ainsi se faisait-il non seulement le porte-parole de son gouvernement, mais également de ce « mouvement national » dont tu parles, et qui n'est en fait que la liste des entreprises québécoises dont nous connaissons désormais les projets en termes d'« apprentissage ».

Ce mouvement, en ses racines comme en son développement, a toujours été un projet de droite, et il n'a été influencé que de manière périphérique et accidentelle par la gauche au tournant des grands mouvements sociaux des années soixante et soixante-dix. C'est elle, la gauche, qui lui a donné un élan vital au moment où le souverainisme sentait encore le moribond, la soutane et le provincialisme. Qu'on y soit revenu, que la gauche ait abandonné la partie et que la social-démocratie soit devenue la belle patine dont se targuent les partisans de l'indépendance, n'est pas un accident. Cette bourgeoisie tranquillement gagnante avait désormais son idéologie et sa manière de gommer les luttes sociales, au même titre que l'assurance maladie, l'éducation gratuite et le pays pour demain.

Cet embourgeoisement rapide, cette révolution « tranquille » ont fait de la société québécoise une société adolescente, indécise et capricieuse, incapable de se défendre historiquement parce que n'ayant pas connu de ruptures fondatrices, aux assises empruntées et à l'avenir déterminé. D'où peut-être cette idée émise lors d'un colloque récent par un chercheur français que la société québécoise représente à ses yeux un merveilleux « laboratoire ». Non pas donc un peuple libre et en mouvement, gagné à l'expérience du temps, mais un « champ d'expérimentation », où la gratuité des soins de santé se la dispute avec la loi 101, les places à cinq piasses dans les garderies, l'assurance automobile, l'assurance médicament, et que sais-je encore ?

On n'a qu'à prendre l'exemple du libre-échange, qui n'a pas été le seul fait du Parti québécois mais du silence complice des élites sur cette question. Pas une seule voix ici pour s'élever, alors que la bataille faisait rage de l'autre côté de l'Outaouais. Ça sentait le petit repli mesquin d'un peuple tout entier au-

tour de ses droits de propriété et de sa langue comme forteresse inexpugnable. Culture *in vitro* où les luttes du monde sont solubles dans un conformisme veule, où se confondent allègrement la propriété privée, la culture, l'expansion des marchés et le « mouvement national ».

Dans cette optique, je trouve qu'on épargne beaucoup les syndicats. S'il y a un lieu où aujourd'hui sévit cette espèce de « conformisme national », c'est bien dans cette forme d'organisation. Ne les avons-nous pas vus s'affaisser devant les « impératifs de la nation » ; ne les a-t-on pas vus endosser les objectifs et les moyens de la lutte au déficit ; ne sont-ils pas devenus de féroces partisans du marché, des spéculateurs et des propriétaires d'entreprise, en totale contradiction avec leurs objectifs premiers de défense des travailleurs et de lutte pour la justice sociale ? Et il n'y a pas que les chefs à blâmer : l'ensemble du mouvement syndical, du sommet à la base, s'est effoïré dans la fange du corporatisme et des bénéfices marginaux. Il n'y a qu'à voir le sectarisme et la lâcheté profonde des syndiqués québécois d'aujourd'hui, leur absence de volonté de sortir de leur petite sphère privée pour combattre les inégalités. En témoigne, souverainement, la dernière mobilisation avortée des infirmières puis celle du Front commun, chaque syndicat empêtré dans ses intérêts particuliers. Et le gouvernement de les acheter un à un, au nom, justement, du « mouvement national ». Je ne vois pas bien au nom de quelle stratégie on devrait aujourd'hui encore pouvoir compter sur les syndicats et les syndiqués pour amorcer ne serait-ce que le début d'une lutte sociale valable.

Bien entendu, tout ce beau monde agite les menaces de la mondialisation. Mais qui ne le fait pas aujourd'hui ? Qui n'a pas aujourd'hui sa petite rengaine

toute prête (prête à penser) sur les avatars du capitalisme triomphant ? Qui n'a pas son discours malheureux et défensif pour réagir à la marche triomphale du progrès ? On dirait parfois que la gauche ne peut réagir au laminage social que par une pensée elle-même laminée. Où est l'offensive ? Où est la stratégie ? Je dis que le discours apeuré de la mondialisation est bien plus dangereux que la mondialisation elle-même. Car dans la logique capitaliste et son mouvement inéluctable d'accroissement des marchés, on n'entend plus, pour les contrer, que des discours d'affaiblissement et d'impuissance.

Où est la gauche prête à se saisir des contradictions inhérentes à la mondialisation ? Où est la gauche capable d'imaginer que celle-ci est peut-être bien le talon d'Achille du système ? Ne pouvons-nous déjà y trouver les éléments d'une lutte à grande échelle quand les exclus n'ont plus besoin d'une nationalité pour connaître leur condition ? Que la nation soit dépassée et que la lutte soit appelée à se mener par-delà les frontières et les passeports, par-delà les « champs de juridiction », peut-être aussi par-delà le privilège de la culture, au sein même des droits économiques et sociaux, dans une lutte de classes mondialisée ; voilà qui devrait insuffler une vitalité nouvelle aux combats de la gauche. Cela veut dire renoncer à cette part confortable qu'est l'embourgeoisement national. Faire en sorte que les révolutions, d'ici ou d'ailleurs, soient de moins en moins « tranquilles ».